



AIGUILLE DE CLÉOPÂTRE.

Je publie la lettre suivante pour éclairer, sur des faits peu connus, les personnes qui se sont intéressées à ce monument. Des circonstances, indépendantes de ma volonté, l'ont empêchée de paraître plus tôt.

D'une part, le "TIMES" ne voulait l'insérer qu'en lui faisant subir des mutilations inacceptables.

De l'autre, l'accident survenu à l'obélisque, pendant son voyage, me força d'attendre une meilleure occasion, offerte aujourd'hui, par l'heureuse arrivée du monolithe à sa destination

Ramleh — Février, 1878.

J. DE D.

Monsieur le Rédacteur du "TIMES"

MONSIEUR,

Aujourd'hui que la nation Anglaise a enfin pris possession du monolithe voisin de l'Aiguille de Cléopâtre, et que plus rien ne saurait arrêter l'envoi en Angleterre de ce précieux spécimen de l'art ancien, je viens, loyalement, vers vous, pour que vous vouliez bien insérer, dans vos colonnes, ma réponse aux réflexions, peu obligeantes, que la presse britannique, par erreur ou faute de renseignements, a pu faire sur mon compte personnel.

Ce n'est pas à moi de parler de mon caractère, ni de ma position ; mais je suis assuré que s'ils eussent été connus de vous, votre honorable journal ne m'eût pas présenté à ses lecteurs sous des couleurs qui ne sont pas les miennes.

En parlant de l'obélisque le "TIMES", en en faisant l'historique, disait que le terrain sur lequel "repose le monument était loué, par le Gouvernement Egyptien, à un marchand grec, qui, ne trouvant aucun profit à laisser le monolithe découvert, l'avait profondément enfoui en terre" ; un autre journal Anglais allait plus loin : "Le même marchand,

“ voulant faire un question d'argent de l'enlèvement de l' obé-
“ lisque, s'apposait à son extraction.”

Puisant sans doute, et je le regrette profondément, ses renseignements à des sources assez peu sérieuses, votre honorable journal, dans son No. du 4 Mai 1877 racontait à ses lecteurs, que le propriétaire du terrain avait fait entourer le monolithe d'une palissade, et qu'il allait résister au Gouvernement égyptien qu'il ne voulait pas reconnaître comme propriétaire du monument.

Depuis 15 ans, Monsieur le Rédacteur, je suis propriétaire du terrain sur lequel repose l'obélisque, et ce, en vertu de titres réguliers, émanant des autorités égyptiennes mêmes, aux termes des quels je n'ai jamais eu aucun droit réel de propriété sur le monument. Mais voici comment s'expriment les documents officiels : *Dans le terrain acquis par Démétrio git un obélisque qui ne lui appartient pas, et qui doit y rester, à la disposition de son propriétaire ; mais dans le cas où Démétrio voudrait bâtir, le monolithe devra être enlevé.*

En fait et en droit, aux yeux de tous, le Gouvernement égyptien était propriétaire de l'obélisque, donné par lui à la nation anglaise qui, éventuellement, déclina le cadeau. Or l'onus de l'enlèvement du monolithe, grévant mon terrain d'une servitude limitée, incombait naturellement au propriétaire du monument — malgré que cela ne fût pas expliqué dans les documents officiels. Cela coule de source.

Il y a douze ans environ, des fouilles furent pratiquées, sans ma permission, par le Gouvernement égyptien, sur mon terrain. Croyant qu'il s'agissait de préparatifs pour enlever le monolithe, je ne m'y opposai pas. Mais voyant que l'obélisque ne bougeait pas de place j'introduisis ma première réclamation, en informant le Gouvernement qu'étant décidé à construire, le monument, à teneur de mes titres de propriété, devait être enlevé de mon terrain.

S. Ex. Chérif Pacha me répondit que ma demande avait été transmise au Gouverneur d'Alexandrie pour qu'il y fût fait droit. Voici comment : Le Gouverneur d'Alexandrie s'empressa de combler les fouilles et enterra l'obélisque — Tel fut le résultat de ma juste réclamation !

A la suite de ces actes de mauvaise volonté, je ne cessai de protester et de demander la libre disposition d'un terrain qui m'appartient, et qui, acheté pour y établir des constructions, était, dans mes mains, une non valeur, me causant une perte sensible par suite de l'impossibilité dans laquelle le refus du Gouvernement d'enlever l'obélisque me mettait de pouvoir construire.

En outre, ces circonstances mêmes me privaient de la faculté de pouvoir me débarrasser, à un prix avantageux, d'un terrain que je ne pouvais utiliser.

A un moment donné, le Gouvernement égyptien me proposa de lui vendre la portion du sol sur lequel reposait l'obélisque.

Qu'aurais-je fait du reste du terrain exposé aux éboulements que l'extraction du monolithe aurait indubitablement causés ? L'offre n'était pas acceptable, ce dont ont pu se convaincre tous ceux qui ont examiné les lieux, depuis que l'extraction du monument a commencé.

Plusieurs années s'écoulèrent pendant les quelles, soit par voie diplomatique, soit à l'amiable, je cherchai une solution à la grosse injustice qui m'était faite, et me heurtai, sans cesse, contre le despotique silence ou le *non possumus* du Gouvernement égyptien.

Dans le courant de l'année 1875, le G^{al}. James Alexander, délégué de la corporation de Londres, vint, avec mon autorisation, et sous réserve de mes droits contre le Gouvernement, étudier, sur les lieux, les moyens d'arriver à l'enlèvement de l'obélisque.

Le résultat de ses études fut que les dépenses seraient

trop considérables, et la mission de l'honorable Général n'eût pas d'autres suites. Sans la généreuse et patriotique initiative de Mr. E. Wilson l'Aiguille serait condamnée à rester où elle est, encore pour de longs siècles.

Sur ces entrefaites les tribunaux de la Réforme judiciaire ayant été installés, je portai ma réclamation pardevant leur juridiction, et demandai la réparation du préjudice causé.

Le Parquet égyptien se défendit comme il put, à l'aide de force sophismes et d'assertions hazardées.

Malgré que ce corps sût, de reste, que l'Angleterre avait décliné le don du monolithe, les—Substituts du Procureur Général, me renvoyèrent à elle, donataire de l'obélisque, à qui incombait l'onus de son extraction. “ Le Gouvernement, “ disaient ces Messieurs, m'aurait gracieusement débarrassé du “ précieux monolithe — mais les dépenses étaient trop fortes “ pour l'état peu florissant des finances égyptiennes, *et comme* “ *le Khédive ne fait jamais de dépenses inutiles* son bon vouloir “ à mon égard lui conseillait *d'endosser* les frais d'extraction “ à la Nation Anglaise ” (*Sic*).

Le Parquet qu'aucune argutie ne rebute, affirmait aussi que “ le Gouvernement Egyptien n'est pas le propriétaire “ et n'a pas à prendre soin de tous les monuments antiques, “ enfouis dans le sol des Pharaons, *et qui n'ont aucun intérêt* “ *pour la science ! ! !* ”.

Il couronna son œuvre défensive par cette argumentation extraordinaire: “ Loin d'être empêché de construire “ par la présence de l'obélisque sur son terrain, M. Démétrio “ pouvait utiliser le monument comme fondements de ses “ bâtisses, il n'en pouvait trouver de plus solides. ” (*Sic*.)

J'eus le malheur de ne pas trouver ces raisons à mon gré, et comme j'insistais pour qu'il m'en fût donné d'autres, le Parquet m'opposa une fin de non recevoir basée sur ce qu'ayant acheté le terrain de M. Bravay, c'était à celui-ci

et non au Gouvernement, que je devais demander l'extraction du monolithe, déclarant qu'il devait en être ainsi parceque je n'avais pas fait intervenir l'Etat à la passation des documents!

Ce moyen était pire que les autres, car les termes mêmes des titres de propriété, dont le paragraphe le plus important, dans l'espèce, a été littéralement transcrit ci-dessus, indiquait clairement, quoique tacitement, que c'était au propriétaire de l'obélisque, c'est-à-dire au Gouvernement égyptien qu'incombait le devoir de son extraction dans le cas où le possesseur du sol désirerait construire.

D'ailleurs aurais-je pu, sérieusement, m'adresser à Mr. Bravay, mon cédant, lui qui ignorait la présence de l'aiguille dans son terrain, son titre de propriété étant muet à cet égard!

Enfin, faute d'avoir donné des preuves suffisantes à l'appui de mon dire, ou plutôt pour en avoir trop fourni, je fus débouté par une sentence, calquée, sur les conclusions finales de mon puissant adversaire.

Il est à remarquer que c'est en vertu de ce que nous appelons ici: *Hodjet* et *Roksa* (titres de propriété) et non de simples "contrats" ainsi que la cour l'a entendu, documents qui émanent du Gouvernement lui-même, que je réclamais. Les tribunaux ne trouvèrent pas, il paraît, de pareils documents officiels sérieux ou suffisants.

Peut-être que Messieurs les Juges, comme les membres du Parquet, nouvellement arrivés en Egypte, ignoraient la valeur de titres contre les quels, ainsi que chacun le sait en Orient, la toute puissance du Sultan lui-même, ne peut rien.

Mais qui donc devait extraire l'obélisque? Etait-ce Mons. Bravay qui ignorait même l'existence de la pièce? Etait-ce l'Angleterre qui avait refusé le cadeau? Etait-ce moi qui étais muni d'un titre par lequel le Gouvernement égyptien, comme propriétaire de l'objet, devait à ma réquisition, en débarrasser les lieux?

N'était-ce pas réellement au pouvoir Khédivial qu'incom-
bait cette obligation ?

Ce fut cependant à cet étrange résultat, de ne savoir à
qui m'adresser pour libérer mon terrain de ce monolithe, qu'
aboutirent 12 années de démarches incessantes et coûteuses !

Enfin dans le courant de Mars 1877, le Khédive par
l'intermédiaire de M. Vivian, Consul Général d'Angleterre, offrit
à nouveau l'obélisque à la Nation Anglaise. Le document qui
contenait cette offre me fut présenté par M. Henry Carter délé-
gué de M. Dixon ; il n'y était fait mention ni de mon, nom ni de
mon terrain, comme s'il se fût agi d'une localité abandonnée au
désert, ou sans maître !

Habitant l'Egypte depuis longtemps, j'ai appris à ne pas
exiger plus de politesse de certaines personnes qu'elles ne
peuvent en avoir. Mais je ne pus faire autrement que d'être
vivement froissé d'un tel procédé.

Je refusai péremptoirement de reconnaître ce document
comme pouvant me contraindre. Mr. H. Carter, et avec lui
Mr. Vivian se munirent alors, auprès du Gouvernement d'un
titre plus régulier, (à mon égard) par lequel ce dernier se
reconnaissait propriétaire de l'obélisque.

La situation devint alors celle-ci : Le Gouvernement
du Khédive se déclarait le maître de l'obélisque *afin de se
procurer l'honneur de l'offrir* au peuple Anglais, après m'avoir
fait déclarer, peu de temps auparavant, par ses tribunaux
et sont Parquet, *qu'il ne lui appartenait plus, et qu'il n'était
obligé à rien, vis-à-vis de moi !*

Si les intentions prêtées, à tort, au soi disant marchand
Grec, qui n'est autre que moi, par la presse Anglaise, eussent
été bien les miennes, ne pensez-vous pas Monsieur le Rédacteur,
que mon rôle eut été facile pour mettre des entraves à l'envoi
du monument en Angleterre, et contraindre le Gouvernement
Khédivial à me dédommager des pertes et préjudices causés ?

Mais le soi disant marchand Grec, le spéculateur, le

vandale qui enfouit les monuments historiques, sait sacrifier ses intérêts quand il s'agit de la science, et d'être, surtout, agréable, à un peuple libre et généreux comme le peuple Anglais.

J'ai donc, solennellement, renoncé non seulement à mettre des entraves à une action que je considère comme honorable pour une nation que j'aime et respecte, mais mon caractère me dicte aussi de renoncer, également à toute poursuite contre le Gouvernement Egyptien.

Mon amour propre, ma dignité, eussent été agréablement touchés de voir mon nom attaché à un fait archéologique de cette nature, mais puisqu'il a plu au Gouvernement Khédivial de me mettre dans l'ombre, je me borne à revendiquer les droits de la vérité sans prolonger une discussion fort au dessous de mon caractère et de mes sentiments.

Telle est, monsieur, ma réponse aux suppositions blessantes, qui, assurément, se sont involontairement glissées sous la plume des écrivains Anglais, et dont la presse s'est fait l'écho. Cette réponse est un droit et un devoir.

Je connais trop la loyauté de la rédaction du *Times* pour douter un instant de l'hospitalité qui sera accordée à ma lettre dans vos colonnes, non pas à titre de réparation mais à titre de justice.

Veillez agréer, Monsieur le Rédacteur, avec mes excuses pour une aussi longue lettre, l'assurance de ma parfaite considération.

J. DI DÉMÉTRIO.

Ramleh-Alexandrie le 18 Juin 1877.

